

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SURETÉ NATIONALE

Lyon , le 12 Juillet 1937

Commissariat spécial
de LYON.

N° 3419

O B J E T /

Mouvement politique
et social .

Débat à la Tribune du
Rhône, sur : Front popu-
-laire et Ministère Chau-
-temps .

Destinations :

M. le Préfet du Rhône
(Cabinet)
M. le Secrétaire
général pour la
Police .)

CONFIDENTIEL

Le Commissaire divisionnaire de
police spéciale ,

à Monsieur le PREFET DU RHONE .

J'ai l'honneur de vous transmettre
ci-après un compte-rendu du débat organisé par
la " Tribune du Rhône " et qui a eu lieu le 9
courant, salle Thomassin, sur le sujet : " Le
Ministère Chautemps - Front populaire ou Rassem-
-blement républicain ? . "

Les orateurs étaient M.M. A. PINTON
professeur, conseiller municipal, du parti radical
socialiste, - Lucien DENTZER, professeur, -
du Comité de vigilance des intellectuels antifas-
-cistes, - Antoine AVININ de la Jeune République
Louis PILLET du Parti communiste .

A 21 heures, en présence de soixante
cin-^q auditeurs, Mr. VAVASSEUR président de la
Tribune du Rhône, donne la parole à Mt .PINTON.

Le représentant du parti radical socia-
-liste veut définir la position du parti radical
socialiste à l'égard du gouvernement BLUM, gou-
-vernement front populaire première manière et
du gouvernement CHAUTEMPS, gouvernement de front
populaire seconde manière.

Il le fait de façon assez tème, selon
lui, il faut examiner la situation des deux gouver-
-nements front populaire, en tenant compte de trois
éléments essentiels . En premier lieu, on doit
faire état de la situation extérieure . L'ora-
-teur estime que M.M. DELBOS et Léon BLUM ont
agi avec une grande sagesse . En juin 1936, le
gouvernement de Front populaire s'est trouvé devant
une situation subitement aggravée par les événements
imprévisibles d'Espagne.

Au sein du Front populaire, il y avait
des divergences à cet égard, la politique de non
intervention a fait l'objet de certaines critiques
Il semble bien cependant, quoique tous parmi nous
eussent voulu la victoire des républicains espa-
-gnols que cette politique était la seule raison-
-nable, car il fallait éviter que la guerre
s'étendît à toute l'Europe .

Au point de vue diplomatique, la France

isolée, ou à peu près, au début de 1936, l'est moins aujourd'hui et a renforcé sa position. Il convient donc que le gouvernement, deuxième manière, poursuive la politique du gouvernement première manière et tous nous pouvons lui faire confiance.

En second lieu se pose le problème des lois sociales. Le gouvernement a fait réaliser des progrès très importants en faveur des travailleurs. Mais il faut reconnaître que le terrain avait été préparé par les lois sociales antérieures, pour lesquelles avait œuvré le parti radical socialiste. L'orateur applaudit à l'innovation constituée par la semaine de quarante heures en cinq journées de travail. Dans certaines catégories, il eut été peut-être préférable de mieux adapter la loi de 8 heures.

Nous sommes d'accord pour poursuivre l'amélioration du sort des travailleurs, dans le calme et la dignité et là encore, nous devons faire confiance à Mr. CHAUTEMPS.

En troisième lieu, nous nous trouvons devant les questions financières. L'orateur estime que la responsabilité de la situation difficile qui a amené le changement de Gouvernement revient surtout aux Gouvernants qui ont précédé l'avènement du "Front populaire". Le gouvernement CHAUTEMPS a un rôle très difficile à remplir à cet égard. Les nouvelles mesures fiscales doivent être considérées comme une purge amère mais dont il faut espérer qu'elle aura un effet salutaire.

M. PINTON fait état de l'attitude de Mr. BLUM à l'égard de M. CHAUTEMPS, qui ainsi que tous les radicaux de son cabinet lui ayant apporté une collaboration loyale bénéficie aujourd'hui, logiquement, de l'appui du chef du parti socialiste.

L'orateur estime que plus que jamais le Front populaire doit rester uni, vigilant et fort et donner son appui sans réserve au gouvernement CHAUTEMPS.

Mr. Lucien DINTZER donne, pour commencer, quelques indications sur le comité de vigilance des intellectuels antifascistes que l'on ne connaît pas assez et qu'il représente ici. Il groupe les intellectuels de toutes les tendances de gauche et d'extrême gauche.

M. DINTZER estime que les difficultés présentes ont leur cause dans l'évolution des conceptions sur la liberté et la propriété qui aujourd'hui sont à réviser. Il cite M. Emmanuel LEVY. Après la féodalité, la propriété bourgeoise et individuelle, le règne des trusts, nous arrivons au stade où la classe ouvrière, créatrice de la propriété industrielle, revendique ce qui lui revient équitablement. Le capitalisme ne veut pas se laisser déposséder et, pour se défendre il a recours au fascisme.

M. DINTZER critique le rôle du Sénat, conservateur par essence, dans la récente crise. Mais il comprend que M. BLUM n'ait pas voulu mettre la constitution de 1875 en cause, qui devra pourtant être modifiée d'urgence.

Les intellectuels antifascistes envisagent la situation actuelle avec pessimisme mais, suivant l'orateur, cet état d'esprit est propice à l'action.

Parlant du mouvement antifasciste, M. DINTZER rappelle que demain soir aura lieu à la Bourse du travail un meeting à la mémoire des frères ROSSELLI. Il dit qu'un camarade italien (CIANCA probablement) et EMERY établiront que c'est la police italienne qui a fait assassiner les frères ROSSELLI " avec une certaine complicité de la police française " .

Bien que le comité de vigilance ait vu sans enthousiasme le gouvernement CHAUTEMPS succéder au gouvernement BLUM c'est le front populaire qui continue. Ne le laissons pas s'affaiblir.

C'est M. AVININ qui succède à Mr. DINTZER. Pour lui, la situation est commandée par la lutte décisive ~~entre~~ entre

sociales qui s'appuient sur le passé et celles qui se tournent vers l'avenir. Il ne faut pas attacher une importance exagérée aux diverses étiquettes politiques ou à l'influence momentanée plus ou moins grande de tel ou tel homme politique. Au fond, en France il y a toujours la lutte des " rouges " et des " blancs ". A St. DENIS par exemple, à 200 voix près, ceux qui ont voté pour DORJOT auraient voté pour MAURAS ou pour FLANDIN. Mais cette situation implique pour les éléments de gauche la nécessité absolue de s'unir pour avoir raison des forces du passé.

M. AVININ critique lui aussi de façon acerbe la l'attitude du Sénat trop attaché au passé, à l'égard du gouvernement BLUM et fait des réserves sur le choix de M. BONNET, radical douteux, comme ministre des finances ?

Il déplore la chute du gouvernement BLUM et dit que lui et ses amis ne sont pas très satisfaits de voir lui succéder un gouvernement CHAUTEMPS. Les socialistes ayant le groupe parlementaire le plus nombreux, il est logique qu'ils aient la direction du gouvernement. Aussi, devons nous considérer le gouvernement à direction radicale CHAUTEMPS comme un ministère de transition entre le gouvernement socialiste d'hier et un ^{nouveau} gouvernement socialiste.

M. AVININ regrette aussi que les communistes, groupement important du front populaire ne soient pas appelés à participer au gouvernement et à y prendre leur part de responsabilités.

Il importe, conclut Mr. AVININ, que l'on organise au plus tôt les états généraux du rassemblement populaire, qui auront à établir un nouveau programme de réalisations.

En attendant, nous devons soutenir de toutes nos forces le gouvernement CHAUTEMPS.

Après M. AVININ, Mr. PILLET vient exposer le point de vue communiste avec une certaine modération d'expressions. Il assure que le grand parti communiste a apporté une collaboration loyale au front populaire. Certains lui ont reproché un abandon de ses doctrines. Il n'en est rien, mais le parti communiste, devant les victoires du fascisme en Allemagne et en Italie, comme devant ses progrès en France a compris qu'il devait s'unir aux autres partis républicains pour lui résister et obtenir en outre, pour les travailleurs, les satisfactions immédiates qui s'imposaient.

Il garde toutefois, sa doctrine et son idéal.

L'orateur attaque la grande presse au service des trusts dont les armes sont la corruption et la calomnie. Il parle de la campagne récente qui a mis faussement le déficit financier sur le compte des lois sociales et a fait croire que le patronat était financièrement épuisé. Et on vient de voir

le nouveau gouvernement de front populaire prendre des mesures fiscales très dures pour les ouvriers comme pour la classe moyenne. Pourtant il y a encore des gens riches qui achètent des propriétés de 5 millions et les bénéficiaires des grandes sociétés industrielles sont en augmentation. Le Parti communiste est exactement renseigné à ce sujet et agira en conséquence.

PILLET s'élève contre les campagnes qui cherchent à éloigner - et elles n'ont pas été absolument vaines - les classes moyennes et les paysans du prolétariat.

L'orateur flétrit les capitalistes qui envoient leur argent à l'étranger et osent parler de leur sentiment national. On a voulu, dans la presse de droite railler les communistes, sur leur attitude actuelle au point de vue national. C'est parcequ'ils commencent à bénéficier de certains avantages moraux et matériels, parcequ'ils se sentent moins défavorisés grâce aux conquêtes du front populaire, qu'ils comprennent davantage le sens du mot " patrie ".

Les communistes veulent la continuation du front populaire, dans l'union et dans l'action, en attendant qu'il soit possible de réaliser quelque chose de mieux et de plus haut.

M. VAVASSEUR fait ensuite appel aux auditeurs désireux d'apporter la contradiction ou de demander des explications.

Trois d'entre eux lèvent la main. Ce ne sont pas des contradicteurs proprement dits et ils se réclameront tous trois du front populaire. Le premier dit sa déconvenue " celle de l'homme de la rue, front populaire " d'avoir vu Léon BLUM céder si facilement devant les truts. Il critique amèrement les mesures fiscales du gouvernement CHAUTEMPS qui atteignent surtout les petits.

Pourquoi BLUM, comme il en avait à un certain moment manifesté l'intention, n'a-t-il pas fait appel aux masses pour résister au Sénat et aux puissances financières ? Il fait grief à Mr. AVININ, qu'il sait ami de " La Flèche " de ne pas avoir fait ~~ses~~ ~~fait~~ siennes les critiques de BERGERY.

Le second dit que la grosse faute de M. Léon BLUM est ~~de~~ d'avoir cru qu'il pourrait convaincre et amadouer les puissances financières. En discutant avec elles il leur a permis de s'organiser pour résister et l'abattre.

Le gouvernement BLUM a eu tort aussi de ne pas épurer sévèrement les grandes administrations, car il a été avant tout victime des bureaux des grands ministères.

L'exemple de l'Espagne républicaine eu du lui servir. Il fallait agir et non pactiser.

Le troisième s'adresse particulièrement à M. PINTON et lui demande pourquoi il existe dans le parti radical des tendances diamétralement opposées, citant l'exemple de Mr. CAILLAUX, principal artisan de la chute du gouvernement BLUM, qui était pour-tant à participation radicale.

M. PILLET et M. AVININ reconnaissent le bien fondé des objections présentées, mais disent qu'il fallait tenir compte de circonstances intérieures et extérieures graves.

M. PILLET, en ce qui concerne l'action des masses est sceptique. Pour une action dans la rue, il fallait prévoir de nombreuses défections. Or, un échec des forces de gauche eut donné au fascisme des possibilités dangereuses. L'exemple de ce qui s'est passé en Italie et en Allemagne, où une fois installé, le fascisme

est resté le maître, ne nous permettait pas de risquer une telle aventure. Mais il faut continuer l'action et maintenir à tous prix le rassemblement populaire.

M. PINTON dit qu'il est obligé de reconnaître que le parti radical socialiste est souvent trop divisé et accepte trop facilement l'indiscipline de certains de ses éléments. Personnellement, il a déjà demandé à son parti de réagir contre les tendances d'indiscipline.

M. VAVASSEUR lève ensuite la séance et la sortie s'effectue dans le plus grand calme.



Le Commissaire divisionnaire
de police spéciale:

Suzanne